

L'enseignement supérieur en Colombie : une dynamique de changement favorable au développement de la coopération

Prof. Bernardo Rivera, Docteur en sciences agraires,
Universidad de Caldas

&

Régis Guillaume, Attaché de coopération universitaire,
Ambassade de France en Colombie

► L'Éducation, un enjeu socio-économique majeur

Parce qu'il forme à l'exercice de la citoyenneté et constitue un puissant vecteur d'insertion professionnelle, l'enseignement supérieur est de plus en plus considéré comme le facteur clé du développement durable des sociétés. Pourtant, ni l'accès à la terre, ni l'accès au capital ne créent autant d'injustices que celles qui existent quand il s'agit d'intégrer l'enseignement supérieur en Colombie. Être enfant de famille pauvre réduit considérablement les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur. Comme ailleurs, l'accès limité à l'enseignement supérieur est à l'origine de phénomènes qui s'accumulent tels le renforcement du chômage, l'accroissement de l'économie souterraine... et une mobilité sociale réduite.

Or, l'enseignement supérieur peut être un outil performant pour transformer positivement les contextes sociaux. La formation du capital humain est le meilleur moyen pour faire progresser l'économie et le développement d'un pays.

Sans éducation, il ne peut y avoir de développement, et sans développement, il ne peut y avoir de croissance équilibrée. Cependant, il est évident que ce type de corrélation positive ne dépend pas de l'existence de quelques établissements très sélectifs, dont l'accès est par définition restreint, mais d'un système universitaire solide, de qualité et démocratisé.

Il existe encore beaucoup de progrès à faire pour que la démocratisation de l'enseignement supérieur en Colombie se généralise. Cependant, l'accès à l'enseignement supérieur n'est plus réservé aux représentants d'une élite sociale et il s'ouvre progressivement à de nouvelles classes sociales. Même s'il est encore prématuré de parler de massification, l'augmentation constante des effectifs du supérieur crée de nouveaux défis. Il s'agit notamment de favoriser la création de formations de qualité, réparties sur l'ensemble du territoire. Cette offre doit être du niveau de celles proposées dans les pays partenaires de la Colombie. Cela passe notamment par un renforcement des liens entre enseignement et recherche et plus largement par une internationalisation accrue du système national d'enseignement supérieur.

Panorama de l'enseignement supérieur

La progression des inscrits dans l'enseignement supérieur est forte. Avec près de 2 millions d'étudiants la Colombie enregistre, pour les sortants du système secondaire un taux d'intégration élevé : 83 % des sortants sont inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur (EES).

La collection Repères de Campus France a pour objet de donner la parole aux « penseurs de la mobilité » en France et dans le monde.

Mais les taux d'abandon sont élevés. Ils atteignent 58,8 % en formation technique, 55,8 % en formation technologique et 47,1 % en formation universitaire.

Colombie : inscription dans l'enseignement supérieur

Année	2004	2012
Inscription en premier cycle (en nombre)	1 063 183	1 837 367
Part de 17 - 21 ans (en nombre)	3 942 893	4 342 603
Taux d'inscription (%)	27,0	42,3

Source : SNIES (2013)

Colombie : taux d'abandon par cohorte dans divers niveaux de formation de l'enseignement supérieur

Semestre	Technique	Technologique	Universitaire
1	33,4	26,9	18,3
2	44,9	37,2	26,6
3	52,5	43,5	31,9
4	58,8	47,6	35,7
6		55,8	40,7
10	-	-	47,1

Source : SNIES (2013)

Organisation du système d'enseignement supérieur

En Colombie, l'enseignement supérieur repose sur quatre types d'établissements : les universités, les instituts universitaires / écoles technologiques, les instituts technologiques et les écoles techniques professionnelles.

Le système d'enseignement supérieur colombien se caractérise également par une particularité : la dualité public-privé de ses établissements. Les établissements publics représentent 25 % du total des établissements. Ils accueillent une part importante des étudiants (53 % en 2012), tandis que les EES privés en comptabilisent 47 %.

Tous les EES doivent obtenir le « *Registro Calificado* » (Registre qualifié¹), renouvelable tous les 7 ans, délivré par l'État et permettant de valider les programmes académiques proposés.

Le système d'enseignement supérieur colombien se caractérise par une particularité : la dualité public-privé

Contrairement au Registre qualifié, qui est obligatoire, l'Accréditation de haute qualité est volontaire. En Colombie, la reconnaissance publique de haute qualité est validée par le ministère de l'Éducation nationale, qui l'émet sur la base des notions techniques du Conseil national d'accréditation (CNA). Elle concerne aussi bien les établissements que les programmes. Si seuls 27 EES sont reconnus comme étant de haute qualité, soit 9 % du total des EES, les universités font des efforts soutenus pour obtenir cette accréditation ; parmi les 81 universités, 27 % sont accréditées (CNA, 2013). La dualité public-privé est présente pour l'accréditation : 22 % des universités publiques et 31 % des universités privées bénéficient d'une accréditation institutionnelle. Au total, la proportion d'universités proposant des programmes accrédités est de 80 % dans les deux systèmes.

L'Association colombienne d'universités (ASCUN), est la seule organisation qui réunit les universités publiques et privées et c'est un acteur majeur du système universitaire colombien. En effet, l'ASCUN, est l'instance de représentation des universités auprès des institutions gouvernementales, du secteur privé et de la communauté académique internationale. Elle a pour but de favoriser le dialogue interuniversitaire et de promouvoir les principes de qualité académique, d'autonomie et de responsabilité sociale, sur lesquels se fonde l'université colombienne.

La recherche dans les universités colombiennes

La Colombie, à l'image d'autres pays émergents, s'est engagée sur la voie de la promotion de l'innovation. Les responsables gouvernementaux considèrent que l'innovation, dans un contexte économique plus ouvert à l'international, est le principal levier de la croissance à venir. Le modèle envisagé repose, selon un schéma classique et pyramidal, sur une augmentation régulière des financements des universités, de la science et de la technologie, qui doit se traduire par une croissance globale du nombre d'étudiants et donc de docteurs. Parallèlement, des efforts sont entrepris pour faciliter les liens entre le monde académique et celui des entreprises : les découvertes scientifiques doivent se concrétiser par des innovations technologiques qui renforcent la compétitivité du pays. Il s'agit de faciliter la transition d'une économie qui repose encore sur des secteurs traditionnels vers une économie de services à haute valeur ajoutée.

1- Le Registre est réglementé par la Loi 1 188 de 2008 ; il est délivré par le ministère de l'Éducation nationale.

Dans ce domaine, et en comparaison avec les autres pays de l'Amérique du Sud, la Colombie présente un profil assez paradoxal. Alors que ses plus grandes universités sont largement reconnues et présentes sur la scène internationale depuis de longues décennies, l'investissement dans le secteur scientifique et la technologie y est à la fois moins régulier et beaucoup plus récent. Il faut en effet attendre les années 1990 pour que l'État affirme officiellement sa responsabilité dans ce domaine.

Les outils financiers et réglementaires de la recherche et de l'innovation

L'effort en matière de sciences, recherche et innovation doit atteindre 2 % du PIB (Produit Intérieur Brut) en 2019. Des objectifs chiffrés sont également affichés concernant le nombre de docteurs : 500 nouveaux Doctorats par an doivent être attribués dans les universités colombiennes. La marge de progression est grande si l'on considère qu'en 2006, la part du PIB colombien consacré à la recherche s'élevait à 0,18 % contre 0,63 % pour l'ensemble latino-américain et caraïbes (2,26 % pour l'ensemble pays de l'OCDE).

Depuis quelques années le changement est toutefois perceptible. L'aide exceptionnelle accordée dans les années 1990 par la Banque Interaméricaine a permis aux universités de lancer les premiers programmes de Doctorat. Parallèlement, le gouvernement a procédé à la transformation du paysage de la recherche en promouvant *Colciencias* comme acteur institutionnel majeur dédié au développement de la science et de la technologie en Colombie. Ses compétences sont désormais étendues afin de promouvoir les interactions entre le secteur privé et le secteur public et d'inciter ce dernier à renforcer son implication dans la production et la diffusion de l'innovation.

Toutefois, si le changement de dynamique est perceptible, les résultats apparaissent en deçà des standards habituels en comparaison avec les autres pays latino-américain pour les indicateurs traditionnels de l'innovation et la recherche (OCDE/Banque mondiale, 2013).

Indicateurs de l'activité scientifique, 2009

Pays	% du total de la production scientifique mondiale	Nombre de doctorats reconnus
Vénézuela	0,00	19
Pérou	0,00	0
Mexique	0,68	2 724
Colombie	0,16	152
Chili	0,34	395
Brésil	2,41	11 368
Argentine	0,54	937

Source : Réseau Ibéro-américain des indicateurs en sciences et technologie, www.ricyt.org

Publications scientifiques référencées dans le Web of Science (2010 et 2011) et population

Pays	Articles	Population (en million)	Articles par millions d'habitants
Colombie	21 051	44,5	473,1
Brésil	325 784	190,7	1 708,4
Mexique	148 842	112,3	1 325,4
Argentine	84 498	40,4	2 091,5
Chili	50 253	17,3	2 904,8
Vénézuela	17 285	28,1	615,1

Source : Réseau Ibéro-américain des indicateurs en sciences et technologie, www.ricyt.org

Parmi les grands champs de la connaissance, les publications colombiennes relèvent de l'ingénierie (897), de la médecine tropicale (759), de la physique (730) et de la botanique (712). Elles correspondent aux points forts du système éducatif supérieur en Colombie, à savoir la médecine, l'agriculture, les sciences de l'ingénieur. Parallèlement le nombre d'étudiants inscrits au-delà du Master connaît une progression forte et en 2010, 208 docteurs ont soutenu leur thèse en Colombie contre 31 en 2001 (OCDE/Banque mondiale, 2013).

Cependant l'articulation de ces publications avec le monde des entreprises reste encore limitée. Aussi, le gouvernement colombien a décidé, depuis 3 ans de lancer une stratégie de compétitivité du pays qui repose sur la science et la technologie. Celles-ci sont, en effet, considérées comme des locomotives de la croissance économique au même rang que les richesses minières, les infrastructures et le secteur du bâtiment et l'agriculture.

La Colombie a décidé, depuis 3 ans de lancer une stratégie de compétitivité du pays qui repose sur la science et la technologie.

Progressivement, la Colombie comble, grâce à une série de dispositifs mis en place depuis ces dernières années une partie de son retard. Les progrès sont perceptibles dans deux domaines : celui de l'augmentation des ressources financières dédiées à la recherche et celui de l'insertion internationale des équipes de recherche colombiennes. Les chercheurs colombiens ont ainsi co-signé avec des auteurs étrangers plus de 3 000 publications de niveau international en 2010 contre 800 en 2000 (OCDE/Banque mondiale 2013). Ces recherches résultent de programmes financés par *Colciencias*, mais également de programmes de coopération, comme ceux conduits avec des équipes françaises dans le cadre du programme phare ECOS-Nord. Les chercheurs colombiens affirment leur inscription dans le réseau scientifique mondial.

► Enjeux et opportunités

Le gouvernement colombien souhaite que le nombre d'étudiants progresse et que l'offre de formation soit mieux répartie sur l'ensemble du territoire. Cette dynamique génère de nouveaux enjeux.

La question de la qualité de l'enseignement doit être une préoccupation majeure pour l'ensemble des acteurs du monde universitaire. Elle repose sur plusieurs éléments comme l'amélioration de l'offre de formation dans les cycles secondaires et tertiaires, la mise en place de dispositif de formation dédiés aux enseignants et un accroissement des budgets consacrés à la promotion de la recherche et à l'innovation pédagogique.

La coopération internationale constitue également un enjeu majeur, notamment au niveau du Doctorat et de la formation par la recherche. À leur tour, ces nouveaux enseignants, grâce à une meilleure préparation et à une formation à la recherche, auront pour objectif d'assurer la qualité des programmes dispensés dans les universités en particulier en second et troisième cycle. Ils pourront mobiliser les mécanismes de coopération comme les programmes de double diplôme proposés avec des universités étrangères.

Les universités doivent réformer le système de sélection, qui s'appuie pour la plupart d'entre elles sur les résultats obtenus par les bacheliers aux « Épreuves d'État » (Saber 11). Malheureusement, les taux de réussite à ces épreuves sont fortement corrélés à l'origine sociale des candidats. Les universités devraient prendre en compte cette réalité et la compenser. Une attention vers les publics plus défavorisés est en effet nécessaire afin que l'accès aux études supérieures soit plus équitable.

L'État doit renforcer et compléter les mécanismes traditionnels de financement et développer des idées innovantes qui permettent de répondre de manière efficace aux enjeux de qualité, de pertinence et d'équité du système d'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur est un acteur clé de la compétitivité des nations et le garant de nouvelles réalités sociales et économiques plus justes et équitables.

En 2012, l'adoption d'une loi sur la répartition régionale des ressources financières liées à l'exploration des matières premières a été adoptée. Elle a permis la création de trois fonds : le Fonds de compensation régionale, le Fonds de développement régional et le Fonds pour les sciences, la technologie et l'innovation. L'évaluation et l'approbation des projets d'investissement reviennent aux Organes collégiaux d'administration et de décision (OCAD) régionaux.

Ces nouvelles ressources fléchées comme des aides à l'innovation vont générer de réelles opportunités pour les universités. L'utilité de leur emploi dépend cependant de la capacité des groupes de recherche à être présents dans les jeux d'acteurs régionaux et à convaincre les responsables locaux de l'utilité de tels engagements. Cela nécessite des modifications culturelles et administratives afin que ces nouvelles sources de financement soient efficacement mobilisées pour un développement durable des régions.

Enfin, l'internationalisation de l'enseignement supérieur doit favoriser une convergence plus forte des stratégies des institutions afin de lancer un agenda stratégique du pays qui articule les initiatives des universités et notamment celles associées à l'ASCUN, avec celles du Ministère de l'Éducation, des Relations extérieures et du Commerce extérieur, mais également avec les instances comme le Département national des sciences, des techniques et de l'innovation, l'Agence présidentielle de coopération (APC) et l'Icetex. Les accords de reconnaissance bilatérale des diplômes, la mobilité internationale, la recherche, la maîtrise des langues étrangères, mériteraient de figurer comme des priorités dans cet agenda.

Biographies

Bernardo Rivera

Bernardo Rivera est Docteur en sciences agraires. Il possède un Doctorat en enseignement supérieur et administration. Il est chercheur et enseignant à l'université et possède une longue expérience en direction universitaire en occupant des postes de recteur de l'Université de Caldas, directeur exécutif de l'Association colombienne des universités (ASCUN) et président du Conseil universitaire andin (CONSUAN). Il a été vice-président du Conseil de direction du Consortium pour le développement durable de l'éco-région andine (CONDESAN). Il est également membre du comité éditorial de plusieurs revues à diffusion nationale et internationale.



Régis Guillaume

Professeur des universités, Régis Guillaume occupe la fonction d'Attaché de coopération universitaire à l'Ambassade de France de Bogota depuis septembre 2012. Membre du laboratoire Interdisciplinaire Solidarité, Sociétés, Territoires (Lisst, UMR 5193), il a publié de nombreux articles sur la question du développement régional et co-dirige la collection Villes et Territoires aux Presses Universitaires du Mirail. Membre du comité éditorial de la revue Géographie, Économie, Société, il est expert auprès de plusieurs revues et de l'AERES. Délégué régional de l'Institut des Amériques pour le pôle Sud-ouest de 2007 à 2011, il a dirigé de 2008 à 2012, l'UFR, Sciences, Espaces, Sociétés de l'université de Toulouse-Le Mirail.



Bibliographie

Arocena, R. (2011). *Sobre la promoción y la evaluación de la calidad de la educación superior como bien público y social. Universidades LXI(50):3-18. Unión de Universidades de América Latina y el Caribe. Distrito Federal (México).*

ASCUN (2013). *Construyendo pensamiento universitario. Información institucional 2013. Asociación Colombiana de Universidades - ASCUN, Bogotá (Colombia).*

Bourdieu, P. ; Passeron, J.C. *Les héritiers : les étudiants et la culture, Buenos Aires, Siglo XXI Editores, 2ª. edic 1ª. reimpresión (2010).*

Consejo Nacional de Rectores (2012). *Desarrollo humano sostenible y transformación de la sociedad. Política pública para la educación superior y agenda de la Universidad, de cara al país que queremos. Asociación Colombiana de Universidades - ASCUN, Bogotá (Colombia). 79p.*

DNP (2010). *Departamento Nacional de Planeación. Plan Nacional de Desarrollo 2010-2014. Prosperidad para Todos.*

Estrada, R.D. (2010). *Modelo de Predicción para el análisis ex ante del impacto de los planes de educación superior 2010-2019. Asociación Colombiana de Universidades - ASCUN, Bogotá (Colombia). Sin publicar*

Rawls, J. (2004). *Teoría de la justicia, México, Fondo de la Cultura Económica.*

Rivera, B.; Granobles, J.C. (2012). *Análisis de políticas compensatorias para la equidad en el acceso a la educación superior: el caso de la Universidad de Caldas. Pensamiento Universitario 23:81-91. Asociación Colombiana de Universidades - ASCUN, Bogotá (Colombia).*

Directeur de la publication

Antoine Grassin, Directeur général de Campus France

Comité de rédaction

Olivier Chiche-Portiche, Directeur du Département de la promotion et de la valorisation de l'enseignement supérieur

Anne Benoit, Directrice des Études et de la Communication

Andréa Marin, Responsable adjoint secteur géographique Amériques, Département de la promotion et de la valorisation de l'enseignement supérieur

La traduction du texte de Bernardo Rivera a été effectuée par Antoine Rouchon.

Édition

Anne Benoit, anne.benoit@campusfrance.org

Réalisation : Studio Boss - Paris

Impression, diffusion : Desbouis Grésil Imprimeur - Paris

Agence Campus France

28 rue de la Grange aux Belles

75010 Paris

www.campusfrance.org

Les Repères Campus France sont imprimés sur papier PEFC-FSC issu de forêts gérées durablement.

Octobre 2013

ISSN 2117-8569

